

Questions orales

L'ENVIRONNEMENT

L'OPPORTUNITÉ DU FINANCEMENT DE LA FABRICATION D'ENGRAIS CHIMIQUES DANS LES USINES DE TRAITEMENT DES EAUX VANNES—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Environnement concernant les déclarations faites dans l'exposé budgétaire portant qu'il y a une pénurie d'engrais chimiques au Canada et que les prix en sont élevés. Le ministre peut-elle dire à la Chambre si elle entend proposer une loi permettant au gouvernement fédéral de subventionner les usines de traitement des eaux vannes au Canada pour que le Canada puisse fabriquer des engrais chimiques dans ces usines de traitement tertiaire et ainsi nous assurer des quantités importantes d'engrais à bas prix?

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, il y a déjà un programme du gouvernement fédéral dont les municipalités peuvent se prévaloir pour traiter leurs eaux vannes. Toutes les provinces peuvent déjà en tirer parti.

M. Reynolds: Comme le ministre doit le savoir, monsieur l'Orateur, cette loi n'oblige pas la municipalité à avoir une usine de traitement tertiaire, elle prévoit seulement des fonds pour les usines de traitement. Le ministre proposera-t-elle une loi exigeant la mise en service d'usines de traitement tertiaire afin que les usines de traitement d'eaux-vannes puissent fabriquer des engrais, ce qui permettra au Canada d'avoir des stocks d'engrais à bas prix?

Mme Sauvé: Monsieur l'Orateur, la question est quelque peu compliquée et il faudra certainement que plusieurs ministères se penchent sur ce problème.

* * *

LE LOGEMENT

L'ADMISSIBILITÉ DES HABITATIONS COOPÉRATIVES À LA SUBVENTION DE \$500

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, compte tenu de la déclaration qu'a faite le Conseil économique du Canada dans son onzième rapport annuel portant que les familles à bas revenus font face à une crise sérieuse du logement dans notre pays et puisque le prédécesseur du ministre chargé du logement, en présentant l'important projet de loi sur le logement pendant la dernière session, a dit que le logement coopératif présentait la meilleure solution au problème du logement pour les familles à faibles revenus, le ministre voudrait-il expliquer à la Chambre pourquoi on traite injustement les acheteurs de logements coopératifs en égard à la subvention de \$500 pour l'achat d'une première maison?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il n'y a certainement pas de discrimination à l'encontre du logement coopératif. En réalité, je lui accorde une très grande importance, mais je ne pense pas qu'il constitue la solution unique aux problèmes du logement, malgré tout l'intérêt que je lui porte. Le député ne devrait pas oublier, je pense, que le financement est assuré à 100 p. 100, avec en plus une subvention de 10 p. 100, dans le but de permettre aux gens de faire un versement initial. Non seulement nous les aidons à faire ce versement initial, nous leur donnons

[M. Andras.]

également 10 p. 100 pour l'achat du terrain. Et si les 10 p. 100 prévus dans la nouvelle loi ne suffisent pas à acquérir un terrain dans les zones où il est particulièrement cher, nous ferons encore plus.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES INSTALLATIONS DE RECHERCHE D'ESQUIMALT—LA POSSIBILITÉ DE DÉSFFECTATION

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, j'ai donné préavis de ma question au ministre de la Défense nationale. Dans le cadre des réductions qu'il envisage pour les Forces armées, le ministre a-t-il prévu de fermer les installations de recherche de la Défense, ce qui ferait perdre leur emploi à 39 hommes de sciences et à 80 autres membres du personnel?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur, rien n'est actuellement prévu pour restreindre les activités au sein de l'établissement de recherche de la Défense situé à Esquimalt.

* * *

L'IMMIGRATION

LA DEMANDE D'ASILE DE LA FAMILLE KAMINSKI—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration une question relative à la famille Kaminski, qui a demandé l'asile politique au Canada. Le ministre a-t-il examiné ce dossier et a-t-il pris une décision sur le bien-fondé de cette demande?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, la famille Kaminski vient de faire une demande pour rester au Canada à titre de réfugiée, demande qui fera l'objet d'un examen approfondi. Je ne suis pas encore en mesure de dire à la Chambre quand la décision sera prise à cet égard, tous les renseignements nécessaires ne m'ayant pas encore été communiqués.

* * *

LES FINANCES

LA PROPOSITION DE FMI POUR L'OCTROI DE PRÊTS PAR LES PAYS DE L'OPEP

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné l'extrême gravité de la situation mondiale qui découle de l'énorme balance monétaire détenue par les pays de l'OPEP, le ministre peut-il dire à la Chambre si le comité du Fonds monétaire international dont il est président a réussi à obtenir que ces pays consentent des prêts au FMI ou à une autre banque mondiale?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, certains progrès ont été réalisés sur certains plans et je me rendrai à Washington vendredi pour m'entretenir avec l'administrateur délégué du Fonds monétaire international et le secrétaire du Trésor des États-Unis.